

**DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL-SEANCE ORDINAIRE du lundi 18 novembre 2024 à 19h**

Légalement convoqué le 12 novembre 2024, le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire le lundi 18 novembre 2024 à 19h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire.

Présents : Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Jean-Michel LEGRAND, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Annick SERRE donne pouvoir à Séverine DEBUS
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON
Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC
Umus PERRONE excusée sans pouvoir

Absents non excusés : Nathalie ROMANET, Mhrican AVCI, Thomas GIRARD.

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de membres présents : 16

Nombres de pouvoirs : 3

Nombre de membres votants : 19

DR-2024-75	Annulation de la délibération N°2024-62 portant nouvelle composition de la Commission d'Appel d'Offres	<u>Rapporteur</u> : Jean-Pascal THOMASSET
-------------------	---	--

Par délibération N°2024-62 en date du 01/10/2024 le Conseil Municipal a annulé la délibération N°2020-03 en date du 09 juin 2020 relative à la composition de la Commission d'Appel d'Offres mais non conforme, et a procédé à une nouvelle désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

Or les services de la Préfecture ont fait savoir qu'une délibération n°2020-47 en date du 22 septembre 2020 avait déjà régularisé la situation et procédé à une désignation conforme des membres de la CAO comme suit :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.



Envoyé en préfecture le 27/11/2024

Reçu en préfecture le 27/11/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20241118-DR207475-DE



DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

Membres titulaires	Membres suppléants
Olivier ROBIN	Jean-Michel LEGRAND
Bernard TAVERNIER	Nathalie TISSOT
Bertrand BONNAMOUR	Thomas GIRARD

La délibération 2024-62 du 01 octobre 2024 est donc sans objet et doit être annulée.

Cela étant exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a décidé, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'ANNULER** la délibération 2024-62 en date du 01 octobre 2024 relative à la composition de la Commission d'Appel d'Offres

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

La Secrétaire de Séance,
Suzy CASSAR

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le.....
Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET, Maire de Nantua

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.